



Centre d'information des Nations Unies
Alger

Tout en recommandant l'amélioration des performances de l'agriculture, le représentant de la FAO affirme :

«L'Algérie a eu le mérite d'anticiper la crise actuelle»

La Tribune : 01/06/2008.

La Tribune : Quels sont les facteurs essentiels de la crise alimentaire qui secoue le monde ?

Guy De Lannoy : La crise majeure que traverse le monde, avec cette escalade sans précédent des prix du pain, du lait, de l'huile, du riz, du maïs, du soja et d'autres aliments de base, est pour le moins paradoxale dans un monde qui regorge de richesses naturelles et dispose des capacités nécessaires pour produire des aliments en quantités suffisantes afin de nourrir l'humanité tout entière.

Schématiquement, la situation actuelle de la hausse des prix des aliments de base s'explique par l'évolution du rapport entre l'offre alimentaire mondiale, devenue insuffisante, et la demande de produits alimentaires, en pleine croissance, sous l'effet conjugué de facteurs dont l'importance relative est difficile à quantifier pour le moment.

Du côté de la demande, les principaux facteurs ont trait à la croissance démographique, à la demande croissante des biocarburants, à la croissance continue de la demande en produits alimentaires des pays émergents et aux transactions sur les marchés financiers.

S'agissant de la croissance démographique dans le monde, qui est de 78,5 millions par an, son évolution est telle que nous passerons de 6,6 milliards d'habitants actuellement à 9,3 milliards en 2050. Pour pouvoir satisfaire ces besoins supplémentaires, le milieu rural devra produire 1 milliard de tonnes de céréales en plus par an, tout en essayant de préserver et d'améliorer les ressources naturelles dont dépend le bien-être des générations présentes et futures.

A cela, il faut ajouter la demande croissante dans le secteur des biocarburants. En effet, celle-ci a tout simplement détourné de la consommation alimentaire approximativement 100 millions de tonnes de céréales (près de 4,7% de la production mondiale de céréales), dont environ 80 millions de tonnes de maïs aux Etats-Unis, rien que pour produire de l'éthanol.

Un autre élément important qui entre en ligne de compte est la demande en produits alimentaires des pays émergents, laquelle a augmenté en quantité et en qualité, suite aux taux de croissance économique de leur produit intérieur brut variant de 8 à 12%. Ainsi, au cours des quinze dernières années, la consommation de viande a plus que doublé en Chine, tandis qu'elle a augmenté de 70% au Brésil et de 20% en Inde. Sachant qu'il faut près de 7 kg de céréales pour produire 1 kg de viande, ces changements dans les habitudes alimentaires contribuent aussi à accentuer les besoins en céréales sur les marchés, provoquant non seulement une augmentation



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

de leur prix, mais aussi un accroissement de la pression sur les ressources en eau de la planète. En effet, s'il faut 1 000 à 2 000 litres d'eau pour produire un kilo de céréales, ce sont 10 000 à 13 000 litres qui sont nécessaires pour obtenir un kilo de viande ! Enfin, on ne peut s'empêcher de mentionner ici une série d'autres facteurs tels que les transactions sur les marchés financiers, plus précisément la spéculation sur les prix des produits alimentaires de base, l'inquiétude des marchés liée à la faiblesse des stocks de sécurité et les fluctuations des taux de change ainsi que les mesures à court terme prises par plusieurs pays pour, à la fois, limiter l'incidence de la flambée des cours mondiaux sur les marchés intérieurs et protéger la consommation alimentaire de leurs populations. Ces mesures, qui vont de l'interdiction à l'exportation au relèvement pur et simple des taxes à l'exportation, ont eu pour effet d'exacerber la volatilité à court terme des cours mondiaux et d'accentuer la hausse des prix des denrées alimentaires. Du côté de l'offre, on explique souvent l'envolée des prix par les déficits de production résultant de l'impact négatif des sécheresses et des inondations liées au changement climatique sur les récoltes.

Mais, ce n'est pas la seule explication, il y a également la réduction progressive, depuis le milieu des années 1990, du niveau des réserves mondiales de céréales, lequel a fortement influencé les marchés et qui accentue encore davantage l'impact du déficit actuel de production. A la fin de la campagne 2008, on peut s'attendre à ce que le niveau des stocks mondiaux de céréales s'établisse à 405 millions de tonnes, ce qui représenterait une baisse de 5% par rapport à celui de l'année dernière qui était déjà faible. Ce serait là le niveau le plus bas depuis 1982, même si on sait que la production céréalière s'est redressée et affichera, selon les plus récentes prévisions de la FAO, une augmentation de 3,8% en 2008, suite à une production céréalière mondiale record de l'ordre de 2,2 milliards de tonnes. L'augmentation rapide du coût des carburants a également exercé une pression sur la hausse des prix alimentaires, dans la mesure où elle a entraîné une élévation des coûts de production des biens agricoles. En effet, n'oublions pas qu'en deux ans, le prix des engrais a pratiquement triplé, tandis que celui des transports a carrément doublé. Enfin, pour bien cerner la question, il faut tenir compte du déclin progressif des prix réels des denrées agricoles depuis les années 1980, notamment, suite aux subventions à l'exportation accordées par les pays industrialisés. Celui-ci a constitué un frein à la production et à l'investissement agricoles dans les pays en développement et n'a pas permis aux petits agriculteurs d'améliorer leur productivité. C'est également la raison pour laquelle, en Afrique, il y a un dumping agricole incroyable, qui a amené de nombreux pays parmi les plus pauvres à devenir de plus en plus tributaires des importations pour satisfaire leurs besoins alimentaires.

Qu'en est-il de la situation en Afrique ?

La flambée des prix alimentaires et des carburants menace la stabilité macroéconomique et la croissance économique dans de nombreux pays africains où



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

elle risque d'enfoncer davantage dans la pauvreté quelque 100 millions de personnes. Dans ces conditions, le programme de réduction de moitié de la pauvreté dans le monde d'ici à 2015, tel que défini dans les Objectifs du millénaire pour le développement, apparaît bien illusoire !

Sur le continent africain, dont 79% de la population vit de l'agriculture et où de nombreuses régions, autrefois autosuffisantes, dépendent maintenant des importations agricoles, on ne recense pas moins de 21 pays sur 57 qui ont besoin d'une aide extérieure. Ces pays sont en crise parce qu'ils manquent de ressources nécessaires pour traiter eux-mêmes les problèmes d'insécurité alimentaire qui les frappent. Il s'agit principalement des pays confrontés à un déficit exceptionnel de production ou à un manque de disponibilités vivrières, de pays où le manque d'accès à la nourriture est généralisé ou encore de ceux touchés de plein fouet par une grave insécurité alimentaire localisée.

Mais, depuis la flambée mondiale des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, on a identifié plus précisément 18 pays africains en développement, devenus très vulnérables, en raison de leurs hauts niveaux de sous-alimentation chronique (plus de 30%) conjugués à une forte dépendance vis-à-vis des importations de produits pétroliers (100% dans la plupart des pays) ainsi que, dans de nombreux cas, des importations de céréales (riz, blé et maïs) pour leur consommation intérieure. Parmi ces pays importateurs nets de produits pétroliers et de céréales majeures figurent le Niger, les Comores, le Botswana et le Liberia, lesquels sont sérieusement menacés, parce qu'ils cumulent ces trois facteurs de risque dans des proportions très élevées. Par ailleurs, la hausse persistante du coût des importations vivrières au niveau des 40 pays à faible revenu et à déficit vivrier que compte l'Afrique est un réel sujet de préoccupation. Ils sont vulnérables, non seulement parce que ce sont des importateurs nets de denrées alimentaires et de produits tirés du pétrole, mais également du fait que l'alimentation y représente au moins 60 à 80% des dépenses de consommation, contre environ 10 à 20% dans les pays industrialisés. Cette situation est inquiétante à plus d'un titre, car, d'une part, la facture des importations alimentaires de ces pays risque d'être de 40% plus élevée qu'en 2007 et, d'autre part, le panier annuel de ces importations pourrait coûter, d'ici à fin 2008, quatre fois plus cher qu'en 2000.

Quant aux céréales, la facture des importations devrait augmenter de 74%, suite à l'envolée des cours internationaux, des tarifs du fret et du prix du baril de pétrole. Cette situation pourrait donc creuser gravement le déficit de la balance de paiements, et, par là, affecter d'autres variables macroéconomiques, comme le taux de change, la situation des réserves de la Banque nationale ou l'endettement de ces pays. Avec des déficits courants très élevés et une hausse estimée du coût de leurs importations céréalières supérieure à 2%, la Gambie, le Liberia, la Mauritanie, le Niger et le Zimbabwe se trouvent ainsi classés parmi les pays les plus vulnérables.



Centre d'information des Nations Unies
Alger

Quel est l'impact de cette crise sur l'Algérie ?

La flambée des prix mondiaux des denrées alimentaires de base a évidemment de lourdes conséquences pour un pays comme l'Algérie, lequel est fortement tributaire des importations pour satisfaire ses besoins alimentaires. En effet, on sait que le taux de couverture de la consommation par la production nationale, par exemple, ne dépasse pas 54% pour les céréales et 57% pour le lait frais.

Cette dépendance alimentaire entraîne tout d'abord un alourdissement de la facture des importations alimentaires, avec un impact négatif sur la balance des paiements. En 2007, suite à l'envolée des cours de certains produits agricoles de base sur le marché mondial, avec la baisse du dollar par rapport à l'euro, la facture alimentaire avait déjà augmenté de 26,8% par rapport à 2006 pour atteindre 4,8 milliards de dollars. Sur la base de cette tendance à la hausse, elle pourrait même atteindre plus de 7 milliards de dollars vers la fin 2010. Par ailleurs, il faut également tenir compte du fait que l'augmentation du coût des produits agricoles importés, que l'on utilise dans l'industrie agroalimentaire, a de fortes répercussions sur les prix à la consommation des produits alimentaires dérivés. Cela peut aussi avoir des conséquences directes sur le budget des consommateurs.

Grâce à la poursuite d'une politique monétaire prudente, l'inflation moyenne des prix en 2007 avait atteint 3,5%, soit seulement 1% de plus qu'en 2006, en dépit de la hausse de 6,5% des prix des produits alimentaires frais et importés. Comme les projections les plus réalistes semblent indiquer que les prix de ces produits pourraient rester élevés au cours des prochaines années, il faut craindre que cette poussée inflationniste se maintienne, entraînant une érosion progressive du pouvoir d'achat des ménages, même si leurs dépenses alimentaires représentent désormais moins de 50% des dépenses globales de consommation.

Toutefois, compte tenu de l'aisance financière que connaît l'Algérie en tant que pays exportateur net de pétrole, l'impact de la crise mondiale ne saurait l'affecter avec la même intensité que les autres pays africains, lesquels sont pour la plupart des pays à faible revenu et à déficit vivrier, c'est-à-dire des importateurs nets non seulement de denrées alimentaires, mais également de produits tirés du pétrole.

A votre avis, l'Algérie est-elle réellement à l'abri ?

Dans le souci de protéger le pouvoir d'achat de ses citoyens en traduisant ainsi dans les faits le droit à l'alimentation comme un des piliers des droits de l'Homme, l'Algérie a pris, dès le départ, un certain nombre de mesures visant, d'un côté, à améliorer l'accès des ménages aux aliments et, de l'autre, à stimuler la production nationale. Fort de ses recettes pétrolières, l'Etat subventionne et soutient ainsi certains produits de large consommation tels que le blé et le lait. La facture globale consentie annuellement pour ces produits importés avoisine les 160 milliards de dinars, soit plus de 2,5 milliards de dollars. Une telle politique de soutien des prix joue un rôle crucial dans l'amélioration de l'accès pour tous à la nourriture, puisqu'elle a permis de maintenir le prix du sachet de lait à 25 DA, celui de la baguette de pain à 8,5 DA et du quintal de semoule à 4 000 DA, quelle que soit l'évolution des cours au niveau



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

international. Dans le contexte actuel, des compensations similaires pourraient même être accordées prochainement à d'autres produits alimentaires.

L'Algérie a également eu le mérite d'anticiper la crise actuelle en se constituant, dès l'année dernière, un stock stratégique important de céréales, par l'acquisition à des prix avantageux sur les marchés extérieurs de 2,8 millions de tonnes de blé tendre et de 1,2 million de blé dur. De cette manière, le pays a pu se mettre à l'abri en sécurisant ses approvisionnements en blé au moins jusqu'au mois d'octobre de cette année.

Mais, à côté de ces mesures immédiates prises pour faire face à la crise actuelle et atténuer l'impact des prix élevés, il faudrait saisir cette opportunité unique pour agir sur les déterminants fondamentaux susceptibles de contribuer à réduire à moyen et à long terme la dépendance, donc la vulnérabilité alimentaire du pays vis-à-vis des marchés internationaux, en améliorant, notamment, les performances de l'agriculture pour renforcer ainsi la sécurité alimentaire du pays.

Quelles sont les solutions nécessaires dans le secteur agricole face à cette crise, particulièrement en Algérie ?

La hausse des prix des denrées alimentaires de base, en entraînant une valorisation sans précédent des actifs agricoles, a permis, pour la première fois depuis 25 ans, de créer une incitation économique forte susceptible de relancer le secteur de l'agriculture.

Elle a également mis en évidence la nécessité d'augmenter les investissements publics et privés dans l'agriculture, ce qui pourrait constituer un renversement de la tendance antérieure, plutôt caractérisée dans de nombreux pays en développement par une diminution des ressources publiques consacrées aux secteurs agricole et rural.

L'explication est simple : le moyen le plus efficace de générer de l'offre face à l'augmentation de la demande mondiale est assurément de faciliter de façon prioritaire les investissements tout le long de la filière agricole, tant au niveau d'infrastructures, de manutention et de stockage que du transport. Il faudrait, toutefois, y ajouter des mesures destinées à stimuler la réactivité de l'offre à court terme, en facilitant l'accès des petits producteurs aux facteurs de production essentiels. En effet, il est important de créer un environnement propice en termes de politiques et de mesures de soutien afin que ces petits exploitants puissent réagir rapidement aux opportunités de marché créées par la hausse des cours des denrées alimentaires.

En ce qui concerne l'Algérie, différentes pistes pourraient être explorées de manière à renforcer les actions déjà engagées dans le cadre du Plan national de développement agricole et rural, conformément aux axes stratégiques définis dans la politique générale agricole à moyen et à long terme. L'essentiel serait d'accélérer les progrès en matière d'intensification de la culture des céréales, de la pomme de terre et des légumes secs, tout en continuant d'accorder la priorité aux autres produits alimentaires de base que sont le lait, les œufs, les huiles, les viandes rouges et



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

blanches, mais sans pour autant négliger la production des fruits et légumes. A côté des mesures susceptibles de favoriser l'investissement, tant public que privé, dans l'agriculture, en améliorant le fonctionnement des marchés, il importerait également de mettre en place, de manière concertée, des politiques appropriées pour affronter la situation actuelle. En effet, une coordination plus efficace entre les pays s'avère nécessaire, non seulement dans le domaine des politiques affectant la demande des biocarburants, mais aussi en matière de politiques de commerce des produits agricoles, en particulier pour faire en sorte que les conditions soient équitables, et éviter que les pays ne s'engagent dans des politiques protectionnistes préjudiciables à tous.

Pensez-vous que cette crise s'inscrit dans la durée ?

En raison des tensions persistantes sur de nombreux marchés de produits agricoles, malgré les perspectives positives de certains d'entre eux, et compte tenu du faible niveau des stocks actuels qui ne pourront pas se reconstituer rapidement, la probabilité d'assister à de nouvelles flambées des prix pour des raisons imprévisibles reste élevée pour les campagnes à venir.

D'autre part, contrairement à d'autres épisodes de forte hausse des produits agricoles, dont les effets se sont rapidement dissipés, l'envolée actuelle des prix des denrées alimentaires de base risque de s'inscrire dans la durée. C'est la raison pour laquelle cette crise, qui constitue une réelle menace pour la paix et la stabilité dans le monde, nécessite une action internationale concertée.

Un autre élément qui pourrait intervenir de manière significative est la possible persistance de la demande de biocarburants, laquelle sera fonction d'un certain nombre de facteurs tels que la poursuite de la hausse du prix du pétrole brut, le maintien des politiques de soutien au secteur des biocarburants ou le développement et la commercialisation des matières premières de seconde génération pour la fabrication des biocarburants d'origine lignocellulosique. D'autres facteurs joueront un rôle à plus long terme, comme par exemple la croissance démographique et l'accroissement des revenus, l'intensification de l'urbanisation, l'incidence du changement climatique sur les rendements agricoles, les contraintes pesant sur les ressources en terre et en eau et, enfin, la capacité à accroître les rendements agricoles grâce à l'utilisation plus efficace des technologies existantes ou l'adoption de nouvelles technologies.

Qu'en est-il des préparatifs du prochain sommet de la FAO ?

La FAO s'emploie activement à la réussite du Sommet sur la sécurité alimentaire mondiale qui se tiendra à Rome du 3 au 5 juin 2008. Cette réunion au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement portera sur la sécurité alimentaire mondiale et les défis des bioénergies et du changement climatique, en réponse à la situation d'urgence internationale causée par la flambée des prix des denrées alimentaires et ses conséquences économiques qui sont à l'origine de multiples mouvements



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

sociaux.

Plusieurs grands dirigeants mondiaux ont déjà annoncé leur participation à cette rencontre au plus haut niveau, et l'Algérie pourrait y apporter une contribution significative dans la recherche d'un consensus international sur les politiques, les stratégies et les programmes nécessaires pour trouver des solutions durables à la crise alimentaire mondiale.

Une série de réunions d'experts et de consultations d'acteurs sont déjà en cours, et leurs travaux permettront de fournir des informations actualisées à la conférence de haut niveau qui sera, faut-il le préciser, organisée en étroite collaboration avec le FIDA, le PAM et la Bioversity International, pour le système du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI).

Ce Sommet permettra d'aboutir à une déclaration sur «la sécurité alimentaire mondiale et les mesures à prendre». Il devrait également pouvoir proposer un «plan d'action mondial» destiné à mettre en place des mesures immédiates, à court terme, pour faire face à la crise actuelle, et d'autres mesures mobilisant le soutien de la communauté internationale pour aider les pays à relever les défis qui se présenteront à eux à moyen et à long terme.

Parmi les mesures immédiates relatives à la stabilisation des marchés, les membres de l'OMC devraient être invités à conclure rapidement, avant la fin de cette année, les négociations relatives au programme de Doha pour le développement, en vue de permettre la mise en place d'un commerce international des produits alimentaires et agricoles qui soit juste et équitable.

En ce qui concerne les mesures à moyen et long terme, l'accent sera probablement mis sur l'accroissement des investissements dans les domaines de la science et de la technologie agricole, ainsi que dans les domaines clés tels que la recherche et le développement, tout en préconisant l'établissement, en matière de coopération internationale, d'un cadre et d'orientations relatifs à la production de biocarburants.

S. I.



Centre d'information des Nations Unies
Alger

Le sommet mondial pour la lutte contre la faim s'ouvrira mardi prochain à Rome

L'Algérie est-elle à l'abri de la crise alimentaire mondiale ?

La Tribune : 01/06/2008.

La conférence mondiale sur la sécurité alimentaire s'ouvrira mardi 3 juin à Rome en Italie sous la houlette de l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations unies (FAO). Un sommet qui sera essentiellement consacré à la lutte contre la faim et la malnutrition dans le contexte actuel de hausse des prix des denrées alimentaires, de rareté des ressources, de bouleversements dus au changement climatique, de besoins accrus en énergie et d'accroissement démographique. La FAO n'a pas attendu cette perspective pour lancer un appel pour revitaliser l'agriculture afin de pouvoir faire face à la crise alimentaire mondiale. Les gouvernements du monde entier doivent appliquer avec urgence les politiques publiques comme l'élargissement des zones de culture pour renforcer la production des céréales et l'assurance de la distribution directe de l'alimentation afin de protéger la population qui a la plus forte demande, a indiqué la FAO dans un document publié par son bureau à Mexico vendredi dernier.

La FAO, qui n'a cessé de tirer la sonnette d'alarme sur l'imminence d'un danger planétaire ayant d'ores et déjà suscité ce que l'on a appelé les émeutes de la faim dans de nombreux pays de la planète, estime que la crise alimentaire peut être, tout de même, résolue en trois volets. Le premier est d'envoyer l'aide d'urgence aux pays les plus pauvres qui en ont le plus besoin ; le deuxième est que les pays doivent repenser l'agriculture comme leur plus importante priorité parmi les activités productives ; le troisième est des renforcer les communautés rurales afin de revitaliser l'agriculture dans chaque pays. L'Algérie est-elle à l'abri de cette crise mondiale ? Certes non. Un pays fortement tributaire des importations pour la satisfaction de ses besoins alimentaires ne peut être totalement à l'abri des turbulences internationales.

La production nationale ne couvre que 54% des besoins en céréales et 57% des besoins en lait frais. Une dépendance qui entraîne indéniablement un alourdissement de la facture des importations alimentaires. L'envolée des cours des produits alimentaires sur le marché mondial a provoqué une majoration de cette facture de 28,8% en 2007, soit une facture de 4,8 milliards de dollars. Une majoration qui pourrait atteindre le seuil alarmant de 7 milliards de dollars à l'horizon 2010. L'Algérie a, faut-il le relever, eu le mérite d'anticiper la crise actuelle en constituant dès l'année 2007 un stock stratégique important de céréales, par l'acquisition à des prix avantageux sur les marchés extérieurs de 2,8 millions de tonnes de blé tendre et de 1,2 million de blé dur.

Des prévisions qui mettraient les Algériens à l'abri et sécuriseraient leur approvisionnement en blé au moins jusqu'au mois d'octobre prochain.



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

Sue cela se greffe la politique de protection du pouvoir d'achat pratiquée depuis l'indépendance et qui se traduit par les subventions étatiques aux matières premières.

Forte de ses recettes pétrolières et de l'aisance financière que lui confèrent les prix élevés des cours du pétrole, l'Algérie subventionne et soutient de nombreux produits de large consommation notamment le blé et le lait. La facture annuelle globale consentie pour l'acquisition de ces produits importés frôle les 160 milliards DA, soit un peu plus que 2,5 milliards de dollars. Rien qu'en 2007 le gouvernement a dépensé 55 milliards DA pour stabiliser les prix de la farine et 90 milliards DA pour subventionner la semoule afin que les minoteries puissent vendre leur produit à des prix accessibles aux consommateurs. Cette politique de soutien des prix permet indéniablement d'améliorer l'accès pour la majorité des Algériens à la nourriture en maintenant le prix du sachet de lait à 25 DA, celui de la baguette à 8,5 DA et celui du quintal de semoule à 4 000 DA, et cela quelle que soit l'évolution des cours au niveau international. Dans la même optique, l'Etat n'écarte pas la possibilité d'apporter des soutiens à d'autres produits alimentaires.

Consciente du danger de la dépendance alimentaire, l'Algérie tente, depuis quelques années, d'agir sur les principaux facteurs susceptibles de contribuer à réduire à moyen et à long terme sa dépendance et donc sa vulnérabilité alimentaire vis-à-vis des marchés internationaux, notamment en améliorant les performances de l'agriculture. Cette année encore, rien qu'au regard des conditions climatiques défavorables, les rendements en céréaliculture n'atteindront pas les objectifs fixés.

Les pouvoirs publics vont encore recourir à l'importation pour combler nos déficits céréaliers. Reste à savoir pour combien de temps encore l'Etat parviendra à subventionner ces produits et supporter la flambée des prix sur les cours internationaux.



Centre d'information des Nations Unies
Alger

Pétrole, crise alimentaire et réchauffement climatique

La Tribune : 01/06/2008.

N'est-il pas étrange qu'on accuse l'OPEP d'être la responsable de la flambée des prix des hydrocarbures et qu'à ce titre, on lui demande d'augmenter sa production pour que les prix baissent, alors que les pays producteurs de céréales détournent ces denrées alimentaires de milliards d'êtres humains vers d'autres activités lucratives et spéculatives, provoquant ainsi la famine dans le monde et trouvant cela normal ? Il s'agit là d'une démonstration de force manifeste, visant à réguler le marché mondial selon les seuls intérêts des puissants de ce monde, sans se soucier des conséquences de cette

politique égoïste sur les équilibres naturels complètement détraqués par les émissions de gaz à effet de serre, sans se soucier des conséquences de cette industrialisation intensive et expansive qui menacent les espaces agricoles, eux-mêmes soumis au culte de la productivité, à la transformation génétique et l'usage abusif des engrais et des pesticides qui causent des ravages aussi bien à l'Homme qu'à la nature. Le sommet de la FAO, prévu du 3 au 5 juin en cours à Rome, devra discuter de la sécurité alimentaire mondiale et trouver des solutions à un système économique qui a montré ses limites depuis longtemps. Mais c'est la loi du plus fort qui domine, au risque de provoquer le chaos. Face à ce risque, des dizaines d'ONG, d'organisations représentant la société civile et d'associations de pêcheurs et d'agriculteurs tiendront du 1er au 4 juin à Rome un sommet parallèle à la conférence internationale sur la sécurité alimentaire mondiale organisé par la FAO.

Des représentants de ces mouvements ont annoncé, vendredi dernier lors d'une conférence de presse, la tenue du Forum Terra Preta (terre noire en portugais), qui sera non pas «un contre sommet» mais un forum organisé «en concomitance» avec le sommet de la FAO sur l'alimentation. «Nous nous opposons à ce modèle économique qui concentre les terres et le capital entre les mains d'une poignée de personnes. Ce sont les paysans qui produisent la plus grande partie de la nourriture mondiale et pas les grandes entreprises», a dénoncé Alvaro Santin, représentant du Mouvement brésilien des sans terres. «Il faut convaincre nos gouvernants de favoriser les petites unités agricoles familiales. Trop de gouvernements, même ceux se disant de gauche, se soumettent au modèle néolibéral des multinationales, qui ne peut résoudre le problème», a ajouté M. Santin. «Considérer que la crise alimentaire est le cœur du problème est faux, ce n'est qu'un aspect du mécanisme de développement mis en œuvre et qui ne fonctionne pas», selon Antonio Onorati, responsable du Comité italien pour la «souveraineté» alimentaire, qui craint que



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

certaines gouvernements «tentent d'utiliser la conférence de la FAO pour relancer la libéralisation de l'agriculture». Aujourd'hui, ces mouvements dresseront symboliquement devant la FAO des tables sur lesquelles seront posées des assiettes vides. Ces velléités alter mondialistes, qui se manifestent épisodiquement, semblent avoir perdu de leurs forces face à l'intransigeance des lobbies des pays industrialisés qui tirent des profits colossaux aussi bien de la crise alimentaire que de la flambée des prix du pétrole et que du réchauffement climatique. Ceux qui dominant et décident des marchés du pétrole et des céréales logent dans les Bourses occidentales et non dans les pays de l'OPEP ou des pays qui risquent la famine



Centre d'information des Nations Unies
Alger

**Sommet de la FAO
Le monde court à sa faim**

Horizons : 02/06/2008.

Plusieurs Chefs d'Etat, dont le Français Nicolas Sarkozy, le Brésilien Luiz Inacio Lula da Silva et l'Iranien Mahmoud Ahmadinejad, et de gouvernement, dont l'Espagnol José Luis Rodriguez Zapatero et le Japonais Yasuo Fukuda et des représentants des 191 pays membres de l'agence des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, (FAO) participeront à partir de demain à Rome à une conférence sur l'envolée des prix, la sécurité alimentaire et les enjeux du changement climatique. Ils tenteront, en présence de Saïd Barkat, le ministre de l'Agriculture qui représentera l'Algérie, de relancer la lutte contre la faim et la malnutrition et d'exhorter la communauté internationale à prendre des mesures «en urgence» pour stimuler le secteur agricole à la lumière des prix élevés des produits alimentaires. Selon les organisateurs, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon dévoilera à l'ouverture de la conférence, le «plan d'action» contre la crise alimentaire, élaboré par la «cellule de crise» qu'il a installée il y a un mois. Cette cellule composée des chefs des agences onusiennes, du directeur de la Banque mondiale Robert Zoellick et du président du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn, a élaboré des principes d'action pour faire face à la flambée des prix qui pourraient être soumis pour adoption à l'Assemblée générale de l'ONU à New York en septembre. Et pour cause ! La dernière envolée des prix a provoqué des émeutes en Afrique, dans les Caraïbes et en Asie. Les biocarburants qui fâchent- ils sont accusés d'avoir contribué à la hausse des prix tout au même titre que les politiques commerciales européennes (subventions, restrictions aux exportations,...)- seront au menu de cette conférence où les participants apprendront que les prix agricoles demeureront à des niveaux très élevés au cours de la prochaine décennie. Une envolée des prix doublée d'une pénurie d'eau annoncée qui pourrait faire passer selon Robert B. Zoellick le nombre de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition à deux milliards d'êtres humains.

La FAO, qui réclame de 1,2 à 1,7 milliard de dollars pour des programmes urgents de distribution de semences et de fertilisants afin de sauver la production agricole de l'année 2008-2009, réussira-t-elle à recueillir ces fonds pendant le sommet ? Pas sûr. Selon le directeur général de la FAO Jacques Diouf, des «engagements souscrits précédemment pour accélérer les progrès vers l'éradication de la faim n'ont pas été tenus». Un constat d'échec de la FAO qui a poussé certains à conseiller à l'organisation onusienne, créée en 1945, de saisir l'opportunité du sommet de Rome pour redorer son blason - lors du sommet de 2002, elle s'est engagée à diviser par

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

deux la faim dans le monde avant 2015-, ou disparaître comme le suggère le président sénégalais Abdoulaye Wade.

D. B.



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

Alerte contre la famine

La Tribune : 03/06/2008.

Les organisations internationales de l'ONU et la société civile bougent et multiplient les contacts pour amortir le choc d'une crise alimentaire gravissime provoquée par la cupidité des riches rapaces qui ne ratent aucune occasion de s'enrichir encore plus. Oxfam a appelé à la mise en place «urgente» d'un «plan d'action coordonné» de lutte contre la flambée des prix alimentaires lors du sommet de l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome, qui commence aujourd'hui. «Les dirigeants de la planète doivent de manière urgente convenir d'un plan d'action international coordonné afin de lutter contre la crise» provoquée par la hausse des prix des produits alimentaires, estime l'organisation qui a son siège à Londres. Au moins 290 millions de personnes, dans les 53 pays les plus touchés par l'inflation, ont besoin d'une aide d'urgence, selon Oxfam, qui évalue à 14,5 milliards de dollars les besoins d'assistance immédiats. «Cette somme est faible par rapport aux milliards que la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne ont injectés dans le système financier ces six derniers mois afin de tenter d'éviter une crise économique», estime Oxfam dans un communiqué. L'organisation qualifie de «misérables» les sommes données à l'agriculture dans les pays en développement, qui plafonnent actuellement à «4 milliards de dollars, en comparaison avec les 125 milliards de dollars que les pays riches ont donnés à leurs agriculteurs en 2006». Barbara Stocking, responsable d'Oxfam au Royaume-Uni, a ajouté que l'organisation avait pu se rendre compte, dans les pays où elle est présente, «des répercussions négatives de l'inflation des produits alimentaires sur les pauvres, qui consacrent déjà plus de la moitié de leurs revenus à ce poste». «Le défi est énorme pour les dirigeants et pour la légitimité des institutions multilatérales de la planète, mais cela représente également l'occasion de mettre en œuvre des réformes attendues depuis longtemps», estime Mme Stocking. Le cri d'alarme lancé par Oxfam n'est rien en comparaison des cris de douleur que provoque la faim chez les enfants des 53 pays touchés par les conséquences néfastes de la flambée des prix des céréales. Ban Ki-moon compte proposer un plan d'action qui portera sur des mesures pour contrer la hausse des prix des produits alimentaires. Quant au président de la FAO, Jacques Diouf, il a estimé que l'aide des pays riches aux pays en voie de développement doit atteindre 30 milliards de dollars pour lutter contre la hausse des produits alimentaires. «L'aide doit atteindre 30 milliards de dollars [19,3 milliards d'euros] par an pour aider les pays en voie de développement», a déclaré Jacques Diouf au Financial Times de Londres. «La seule façon de sortir de la crise est d'augmenter la production, notamment dans les pays pauvres. Cette crise implique

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

chaque pays dans le monde», a-t-il poursuivi. L'ONU et les altermondialistes peuvent-ils freiner l'appétit vorace des lobbies qui ont la mainmise sur les richesses de la planète ?



Centre d'information des Nations Unies
Alger

Sommet de la FAO sur la sécurité alimentaire
Le protectionnisme des riches affame les pauvres

El watan : 04/06/2008.

Le temps n'est plus au discours subtil de la diplomatie. Le drame de la faim dans le monde a fait dire au directeur général de la FAO que si le monde a dépensé 1200 milliards de dollars pour l'armement en 2006, il pouvait en dégager 30 milliards par an pour relancer l'agriculture de la planète et sauver une partie des 862 millions de mal-nourris, autrement condamnés à une lente agonie.

Rome. De notre correspondante

Si nous ne prenons pas, rapidement, les décisions courageuses qui s'imposent dans les circonstances actuelles, les mesures restrictives prises par les pays producteurs pour faire face aux besoins de leurs populations, l'impact du changement climatique et la spéculation sur les marchés à terme vont placer le monde dans une situation dangereuse. » En annonçant a priori l'enjeu de ce sommet mondial sur la sécurité alimentaire qui s'est ouvert hier dans la capitale italienne, Jacques Diouf a exprimé la préoccupation des gouvernements des pays pauvres qui craignent que la hausse vertigineuse des prix des denrées alimentaires puisse compromettre leur stabilité politique. Pour sa part, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a invité les gouvernements à agir rapidement pour contenir les conséquences dramatiques dues à la crise alimentaire qui frappe les pays les plus défavorisés. Intervenant lors de l'ouverture du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement qui se déroule jusqu'au 5 juin, le responsable de l'Onu s'est dit contre les politiques d'assistanat, tout comme il a rejeté le protectionnisme dont plusieurs Etats riches se font les farouches défenseurs.

L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies avait lancé un appel, avant la tenue de cette rencontre de haut niveau, pour mobiliser les décideurs et recueillir plus de 750 millions de dollars nécessaires pour débloquer une aide d'urgence au profit des populations les plus démunies, et pas moins de 30 milliards de dollars par an pour relancer l'agriculture. La récente flambée des prix des denrées alimentaires a ultérieurement aggravé la situation de malnutrition dont souffrent plus de 862 millions de personnes à travers le monde. Le pape Benoît XVI a, lui aussi, condamné l'indifférence des pays riches face au calvaire des mal-nourris dans le monde, et dans un message lu par le cardinal Tarcisio Bertone, le chef de l'Eglise catholique, a estimé que la faim était « inacceptable dans un monde qui regorge de ressources ». Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, en hôte de la trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement présents au sommet, a affirmé que « le temps était venu pour agir et abandonner les discours ». Le directeur général de la Fao, Jacques Diouf, a dénoncé le choix de certains pays de dépenser plus pour



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

l'armement que pour développer l'agriculture et améliorer le niveau de nutrition de leurs populations. En 2006, le monde a déboursé 1200 milliards de dollars pour l'armement. Autre chiffre qui suscite l'indignation, la valeur des déchets alimentaires des pays riches estimée à 100 milliards de dollars, ces mêmes pays où l'obésité est devenue un problème de santé publique.

[Nacéra Benali](#)



Centre d'information des Nations Unies
Alger

Un sommet pour tromper la faim

L'Expression : 04/06/2008.

Que peuvent bien attendre les damnés de la terre du Sommet sur la crise alimentaire mondiale, qui s'est ouvert hier à Rome en Italie? Très peu de choses en vérité. D'ailleurs, seulement le quart des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la FAO ont fait le déplacement. Deux raisons essentielles à cela. D'abord, un problème d'ordre structurel. La perte de crédibilité de la FAO. Pour le président sénégalais, c'est simple: «Il faut éliminer la FAO». La Banque mondiale et l'Arabie Saoudite ont pour leur part, déjà annoncé ne pas remettre à la FAO leur contribution. Tous font le reproche à l'organisation onusienne d'avoir perdu l'efficacité qu'on lui connaissait dans les années 70 et de consacrer une large part des contributions pour ses frais de fonctionnement. Bref, une organisation jugée vieillotte avec, à sa tête, un directeur général en place depuis 15 années. Rien qui puisse en faire une institution à même de se voir encore confier les problèmes d'alimentation que vit la planète. Il est même question de transférer ses missions au PAM (Programme alimentaire mondial) ou au Fida (Fonds international de développement agricole) même si leurs performances n'ont rien d'exemplaire non plus. Un procès qui vaut ce qu'il vaut car d'autres institutions comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ont du mal à faire oublier qu'ils ne sont pas totalement étrangers à la crise actuelle.

L'autre raison tient de l'hypocrisie qui entoure les travaux de ce Sommet. Un Sommet qui, pour débattre de la sécurité alimentaire dans le monde, se refuse volontairement de mettre le doigt sur les véritables causes de l'envolée des prix des produits alimentaires sur le marché mondial, qui sont faits pour durer. Il va être question de l'embourgeoisement des populations chinoise et indienne qui changent subitement de mode alimentaire. Qui passent du riz à la semoule. Un peu comme si, pour des raisons de prospérité, nous renoncerions brutalement à notre couscous pour du riz à toutes les sauces. Il va être question de mauvaises récoltes dues aux changements climatiques alors même que les scientifiques sont divisés sur la question. Il va aussi être question du prix du pétrole et de son incidence sur la production agricole. Enfin, et plus timidement, la question des agro carburants sera effleurée pour appeler à un «consensus international» alors qu'il ne s'agit ni plus ni moins pour les experts de l'ONU que d'un crime contre l'humanité. Et que c'est là la cause fondamentale de la crise alimentaire que nous vivons, aggravée par la spéculation sur les marchés financiers.

Non, vraiment il n'y a rien à attendre du Sommet de Rome. Chaque peuple ne devra compter que sur ses propres capacités. L'Algérie l'a bien compris. Elle a délégué un ministre pour la représenter.



Centre d'information des Nations Unies
Alger

La jungle et le zoo

La Tribune : 04/06/2008.

à l'initiative de la FAO, les riches et les pauvres se sont encore retrouvés hier, face à face, dans la capitale italienne pour évoquer la crise alimentaire mondiale qui affecte depuis des mois des centaines de millions d'êtres humains. 193 pays, aux intérêts manifestement contradictoires, participent à ces assises de la faim et de la malnutrition. Plus de 50 chefs d'Etat ont effectué le voyage de Rome afin d'exposer leurs visions sur ce dossier explosif et défendre, bec et ongles, les politiques agricoles de leurs pays respectifs. La question est, en effet, très sensible dans la mesure où elle représente une source potentielle de conflits et d'instabilité. Comme de coutume, les puissants du moment brandiront la « paresse » légendaire des pays pauvres pour expliquer cette famine. Ces derniers, de leur côté, tenteront de s'expliquer en évoquant des phénomènes naturels comme la sécheresse, le dérèglement climatique ou les criquets voyageurs. Les plus audacieux oseront aborder quelques questions sensibles, mais néanmoins secondaires, comme les biocarburants, le dumping ou le protectionnisme agricole. Les premiers échos qui nous parviennent de ce forum romain laissent entendre que l'on s'achemine vers une aide humanitaire d'urgence au profit des 36 pays les plus touchés par cette calamité. Pas beaucoup, juste de quoi atténuer temporairement leurs souffrances présentes. En guise de recommandation, on conseille d'ores et déjà aux pays du Sud d'aider leurs petits paysans et d'encourager les cultures vivrières in situ pour créer une production locale suffisante au lieu de tendre indéfiniment leurs assiettes vers le Nord. Sinon, tous les participants campent sur leurs positions et la source du mal reste intacte. Le Brésil, premier producteur mondial de biocarburants, réfute la thèse selon laquelle cette industrie serait à l'origine de la flambée des produits alimentaires. Il rejette la balle dans le camp des superpuissances du Nord qui, dit-il, protègent à coups de grosses subventions publiques leurs gros agriculteurs au détriment des petits paysans du Sud. Le Nord, quant à lui, estime que les pauvres doivent retrousser leurs manches pour combler à, moyen et long terme, le vide qui les sépare de la prospérité. En réalité, c'est tout le système économique mondial qui est à revoir. La mondialisation économique et financière, qui profite exclusivement à une minorité de prédateurs, est fondamentalement injuste. Elle favorise l'extension des zones de non droit, le pillage de la planète, la spéculation et la criminalité internationale. Même les Etats ont du mal à lui résister. Elle leur a forcé la main à travers la BM et le FMI, et au nom de la démocratie et des droits de l'Homme, à accepter la privatisation systématique des services publics, le démantèlement des droits sociaux et des systèmes de protection collective, la baisse des salaires, la dégradation des conditions de travail, etc. Le mal est à ce niveau. On retombe, ainsi, dans la vieille controverse opposant les droits socioéconomiques et culturels de



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

l'homme par rapport aux droits civils et politiques. Les regards croisés, des pauvres et des riches, à Rome, résument toute cette problématique. Lors de l'élaboration de la déclaration universelle des droits de l'Homme en 1947, l'Ouest disait : «Nous voulons des hommes libres, pas des esclaves bien nourris.» L'Est rétorquait : «Même les hommes libres peuvent mourir de faim.» Ne pourrait-on donc jamais concilier les deux pour le bien-être de tous ? Dans la jungle ou dans le zoo, chantait Jean Ferrat pour dire toute la difficulté du choix. Un titre inspiré à l'artiste par le cinéaste tchèque Milos Forman en transit entre Prague et New York où il a vécu, en lui disant : «Moi, maintenant, je vis dans la jungle et bientôt je vais retourner dans le zoo.» L'univers du socialisme bureaucratique est ici symbolisé par le zoo, et le monde mondialisé dans lequel nous vivons aujourd'hui représente la jungle. Dans les deux cas, l'homme n'est qu'un animal livré aux gardiens chefs dans l'un, aux prédateurs dans l'autre. Robert Mugabe et Gordon Brown incarnaient, hier à Rome, ces deux univers-là.



Centre d'information des Nations Unies
Alger

Epouvantails et larmes de crocodile

Le quotidien d'Oran : 04/06/2008.

Trente-sept pays sont aujourd'hui menacés par la famine et l'existence de près d'un milliard d'êtres humains est aujourd'hui mise en péril par la pénurie et la cherté des produits alimentaires.

La presse occidentale rapporte régulièrement les drames de la faim et les manifestations désespérées de ceux pour qui chaque misérable repas est un objectif extraordinairement difficile. En règle générale, la famine est associée à la hausse des prix du pétrole, qui serait principalement imputable pour une part aux pays producteurs. Selon ces journaux et télévisions, pour la plupart aux mains de grands groupes multinationaux et d'Etats qui leur sont entièrement dévoués, l'augmentation du prix du brut serait à l'origine de tous les malheurs du monde.

L'hypocrisie et la désinformation atteignent des sommets où le ridicule le dispute à la mauvaise foi quand la couverture médiatique se focalise sur Robert Mugabe et le président Ahmadinedjad, dont la présence pour l'un est rejetée parce qu'il serait un dictateur et pour l'autre parce qu'il remettrait en cause l'existence d'Israël. Il faut être un lecteur particulièrement attentif pour discerner, dans cette cacophonie précisément orchestrée d'indignations sélectives, quelques-unes des raisons qui président à la situation de famine inédite que connaît la planète.

Les subventions nord-américaines et européennes à leurs productions agricoles ainsi que leurs barrières protectionnistes sont, avec les spécialisations imposées à de nombreuses agricultures des pays du Sud, en Afrique notamment, les causes premières de la dégradation actuelle. Tous les experts convergent pour imputer aux stratégies des pays du Nord la responsabilité de la situation actuelle. Les larmes de crocodile versées par les dirigeants occidentaux et leurs relais médiatiques sur la misère des populations du sud de la planète sont insupportables d'hypocrisie et de cynisme. On a beau jeu, pour dissimuler l'organisation meurtrière de la production et des échanges actuels, de mettre en exergue l'action caritative et les sacs de riz que l'on accorde parcimonieusement à ceux que l'on a contribué à affamer. La bonne conscience que l'on cherche à affirmer aux yeux d'une opinion publique occidentale, à qui l'on présente des boucs émissaires bien commodes, est une insulte à la vérité et un viol des consciences en bonne et due forme.

Que Robert Mugabe soit un dictateur, nul n'en doute, et que les propos antisionistes du président Ahmadinedjad soient sciemment déformés, beaucoup le savent. Est-ce pour autant qu'il faille dédouaner les dirigeants occidentaux et les patrons des multinationales de l'agro-business ?

C'est pourtant bien ce qui est à l'oeuvre sous nos yeux incrédules. La mauvaise foi et la manipulation de masse sont poussées à l'extrême. Que les Occidentaux souhaitent conserver leur modèle de consommation, leur gabegie générant la



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

pénurie chez les autres, est une chose. Qu'ils veuillent à ce point induire en erreur et faire porter le chapeau à des épouvantails de circonstance pour les errements de leur système, en est une autre. Tant que l'origine de la crise alimentaire ne sera pas clairement reconnue, il y a peu de risques à parier que la famine s'installe pour devenir un élément structurel de l'organisation économique actuelle.



Centre d'information des Nations Unies
Alger

**Sommet de la FAO sur la crise alimentaire mondiale
Les avantages du Nord étouffent le Sud**

El watan : 05/06/2008.

La voix des pays les plus touchés par la hausse des prix des denrées alimentaires, car à faible revenu et souffrant de déficit vivrier, s'est élevée au siège de l'agence onusienne, pour dénoncer « l'égoïsme d'un Nord prospère », responsable d'une crise provoquée, en partie, par les fortes subventions agricoles accordées aux agriculteurs des pays riches.

Lorsque c'est le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, qui appelle les gouvernements à « s'attaquer aux problèmes des subventions qui créent des distorsions » au niveau des marchés, car elles accordent ce qu'il appelle « des avantages injustes » à certains pays, c'est qu'il ne s'agit pas d'un sentiment de paranoïa collective ni de « victimisation » de certains responsables africains qui ont laissé s'exprimer lors de cette rencontre internationale leur ras-le-bol. En attendant de trouver un consensus autour du contenu de la déclaration finale qui sera adoptée aujourd'hui à la conclusion du sommet mondial sur la sécurité alimentaire organisé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, les intervenants, notamment ceux qui représentent les pays en voie de développement, ont mis l'accent sur l'urgence d'ouvrir les marchés mondiaux aux exportations de leurs produits agricoles et dénoncé les subventions excessives dont bénéficient les agriculteurs des pays riches. Face à la hausse des prix des denrées alimentaires, qui se maintiendra dans les prochaines dix années, à en croire les prévisions des experts des organisations internationales, seule une plus grande productivité sera à même de fléchir cette tendance alarmante qui menace la sécurité alimentaire des pays les plus dépendants des exportations et compromet même leur stabilité politique. La FAO, qui estime à 1,7 milliard de dollars l'aide alimentaire qu'il faudra porter avant la fin de 2009 aux pays frappés par le fléau de la faim, ne peut en fournir qu'une infime partie, à peine 17 millions de dollars qui seront distribués sous forme de microcrédits aux pays africains les plus démunis et leur permettront de promouvoir le secteur agricole. Dans leurs discours, les chefs des Etats africains, comme le Sénégalais Abdulaye Wade ou l'Egyptien Hosni Moubarek, n'ont pas manqué de critiquer les politiques protectionnistes des pays industrialisés qui préfèrent détruire leur surplus de production plutôt que de voir les prix baisser. La polémique autour du biocarburant extrait du maïs ou de la canne à sucre, et que plusieurs organisations non gouvernementales accusent d'être l'une des causes de l'actuelle crise alimentaire, a été étouffée, en quelque sorte, par les pays grands producteurs d'éthanol comme les USA ou le Brésil. Et le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, n'a pu qu'appeler tous les participants à trouver, je cite « le consensus le plus large autour de la question ». C'est dire que les délégations des pays les plus à risques étaient loin d'approuver ce ton conciliant, alors que la crise alimentaire



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

menace à leur porte des centaines de millions de personnes. Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Saïd Barkat, a plaidé, dans son allocution devant les participants au sommet, pour « la déconnexion transitoire des pays vulnérables du marché mondial ». Se faisant porte-parole des « peuples qui se méfient des mécanismes régissant le commerce international », Barkat émet des doutes sur la prospérité que l'ouverture des marchés pourrait apporter aux populations moins nanties. Le chef de la délégation algérienne a expliqué que « les bouleversements en cours ont montré l'extrême fragilité et la permissivité des zones de grande précarité, qui s'avèrent insuffisamment préparées pour affronter les rigueurs et les dysfonctionnements du marché mondial ». Pour agir sur le continent africain, un protocole d'accord a été signé hier, au siège de la FAO, entre l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, et les trois organisations internationales que sont l'Agence onusienne pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international pour le développement agricole et le Programme mondial pour l'alimentation afin de stimuler la productivité en céréales du continent africain et l'affranchir de la dépendance alimentaire.



Centre d'information des Nations Unies
Alger

50 chefs d'état Réunis à Rome
La FAO au chevet de la famine en marche

Liberté : 05/07/2008.

Une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement sont à Rome, siège de la Fao, pour tenter de trouver des remèdes à la crise alimentaire mondiale et à la flambée des prix. Trop tard pour les pays touchés par la disette mais pour l'avenir, les bonnes mesures seront-elles prises ? Le caractère dramatique de la crise alimentaire ne peut aujourd'hui échapper à personne, surtout ses conséquences dramatiques pour les pays pauvres. Et, la Fao s'attend à ce que les prix agricoles restent élevés au moins dix ans ! En ouvrant le sommet, le président de la République italienne, Giorgio Napolitano, l'a placé d'emblée sous le signe des troubles frappant les plus démunis des Etats, qui connaissent déjà des émeutes de la faim. La conférence doit se pencher sur la hausse vertigineuse des prix alimentaires et des facteurs entrant dans leur production. La flambée des prix des matières premières agricoles est liée à plusieurs facteurs, dont les mauvaises récoltes dues aux changements climatiques mais aussi à l'abandon de cultures vivrières par de nombreux pays en développement, à une baisse des réserves alimentaires et à la spéculation boursière sur les produits agricoles et, succinctement, une demande en hausse. Cette crise, de nombreux facteurs l'aggravent : spéculation sur les produits de base et politiques de certains états qui ont délaissé leur agriculture nationale dépérir pour s'approvisionner sur les marchés mondiaux ou qui ont opté délibérément pour les biocarburants comme solution face à la baisse des réserves mondiales de pétrole... La FAO espère redorer son blason à l'occasion de ce sommet en permettant d'obtenir une plus grande solidarité entre Etats. Le SG de l'Onu, Ban Ki-moon, a exhorté les représentants des 193 membres de la Fao de "ne pas être tentés par les politiques alimentaires qui appauvrissent les voisins". Il a appelé "à un plus grand degré de consensus international sur les biocarburants". Ban Ki-moon a souhaité que soient prises "des mesures pour agir à long terme afin de renforcer la sécurité alimentaire mondiale".



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

Les richesses des pays pauvres

La Tribune : 05/06/2008.

Si les différentes organisations mondiales, dont celles activant sous la houlette des Nations unies, conservent une partie de leur vocation initiale, il n'en demeure pas moins que l'évolution du monde et les conjonctures qui naissent de cette évolution les mettent face à des situations synonymes d'objectifs et de défis qui n'étaient pas forcément les leurs au départ lorsqu'elles étaient nées.

A l'exemple de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture qui se trouve aujourd'hui, et plus que jamais auparavant, impliquée dans une crise alimentaire galopant au rythme d'une épidémie et touchant plusieurs régions du monde. Du coup, la mission de la FAO n'est plus celle qui consiste à prendre en charge les peuples les plus démunis et les plus mal nourris de la planète, mais bien d'autres peuples de pays qui ne soupçonnaient pas de voir un jour le spectre de la famine frapper à leurs portes et déranger leur semblant de quiétude. Les temps ont bel et bien changé et, aujourd'hui, des phénomènes autrefois insoupçonnés et insoupçonnables font leur apparition et poussent les prix des produits alimentaires vers des altitudes de plus en plus difficiles, sinon impossibles, à suivre et à contrôler, transformant la crise alimentaire en tragédie mondiale que partagent aussi bien les pays qui la vivaient déjà préalablement comme une quasi-évidence, ceux qui la découvrent subitement que ceux qui ont de forts risques de la vivre incessamment et fatalement. Et c'est dans cette configuration de crise que la FAO entame aujourd'hui un sommet de trois jours à Rome dans l'objectif d'aboutir à un plan d'action qui viendrait à bout de cette situation en passant par une stratégie à même de contrer la hausse des prix alimentaires.

Parmi les mesures à prendre dans cette logique, on évoque déjà une aide financière des pays riches au bénéfice des pays pauvres et qui servirait à lutter contre la hausse infernale des prix des produits alimentaires. Une aide qui, si elle venait à être réalisée, servirait apparemment à subventionner les produits concernés et n'aurait, par conséquent, pas l'effet escompté de venir à bout du véritable problème qui est celui de l'incapacité des pays menacés par la famine à s'affranchir du lourd et inconfortable statut d'assistés. Démarche qui n'a d'autre voie d'aboutissement et de concrétisation que la production at home. Mais la solution de produire pour manger et vivre à l'abri de la famine est-elle matériellement possible pour ces nombreux pays démunis de tout, même des moyens de base pour produire et, au moins, survivre à défaut de vivre ? Absolument pas !

C'est pourquoi les pays les plus nantis de la planète devraient oublier en cette période cruciale leurs fausses inquiétudes d'économie mondiale qui ne poussent pas selon leurs humeurs et désirs et réfléchir à une action réelle qui donnerait le droit à



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

tous ces pays menacés par la famine d'espérer. De nombreux pays ne sont-ils pas devenus aussi riches en exploitant les richesses des pays pauvres et ee ces pays pauvres ne sont-ils pas restés tels parce qu'ils n'ont pas les moyens d'exploiter leurs propres richesses ?



Centre d'information des Nations Unies
Alger

Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire à Rome : Le Président Bouteflika dans un message lu par M. Barkat "Le concept de la sécurité alimentaire doit être réapprécié"

El moudjahid : 05/06/2008.

Le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a souligné hier lors de la Conférence internationale sur la sécurité alimentaire mondiale organisée par la FAO, la nécessité de "réapprécier le concept de sécurité alimentaire" dans le contexte actuel mondial. Dans un message lu à Rome, par M. Saïd Barkat, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Bouteflika a indiqué que "la crise actuelle a révélé et mis en exergue les limites opératoires du concept de sécurité alimentaire, du moins tel qu'il a été appréhendé et défini lors du sommet mondial de l'alimentation de 1996".

A cet effet, a-t-il ajouté, "nous estimons que ce concept doit être réapprécié, de manière consensuelle, à la lumière des bouleversements qui semblent se dessiner et, éventuellement, à l'occasion d'un prochain sommet mondial de l'alimentation". Le Chef de l'Etat a considéré que cette conférence, qui permet de débattre du problème fondamental de la sécurité alimentaire mondiale, "coïncide avec un contexte de crise qui met en péril les grands équilibres écologiques, économiques et sociopolitiques de notre planète et de nos sociétés".

"Il nous échoit dès lors de dissiper une inquiétude qui ne cesse de grandir, de clarifier des enjeux qui restent complexes et de donner des raisons d'espérer à nos populations, en bute au doute et à l'incompréhension face à un monde qui n'a jamais atteint un tel niveau de progrès mais qui, paradoxalement, est marqué par de fortes incertitudes", a-t-il indiqué.

"La faim du monde", "un tsunami alimentaire", "la guerre des tortillas", "un crime contre l'humanité", "la folie des agrocarburants", "la bombe écologique à retardement", "les réfugiés climatiques", "le climat menace la sécurité mondiale", ce sont "les expressions les plus usitées, mais surtout les plus pertinentes pour qualifier la situation qui prévaut aujourd'hui dans le monde", a-t-il rappelé.

Abordant les principaux facteurs qui déstructurent les systèmes agricoles et aggravent l'insécurité alimentaire, le président a cité "la pression démographique, le changement climatique et la production massive d'agrocarburants".

La production massive et le développement globalisé des agrocarburants pèsent, ajoute-t-il, sur la balance alimentaire mondiale et aggravent ses déficits. En 2007, 100 millions de tonnes de produits agricoles ont été consacrés aux agrocarburants, selon le président.

S'exprimant sur les conséquences potentielles de la poursuite du développement



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

industriel des agrocarburants, M. Bouteflika a avancé qu'elles portaient sur le transfert d'importantes quantités d'eau et de vastes territoires utilisés pour les cultures et de grandes étendues forestières, "véritables puits à carbone" vers la production de matières premières énergétiques. A ce sujet, le président s'est interrogé sur "les arguments recevables pour justifier une telle frénésie" qui suscite "de fortes incertitudes scientifiques, de réelles appréhensions sociales et une condamnation éthique et morale unanime".

"Afin de dissiper les peurs diffuses et les inquiétudes sourdes générées par un monde en transition et une globalisation qui s'avère insuffisamment maîtrisée, nous devons fonder notre action sur deux principes cardinaux: la responsabilité et la précaution", a-t-il préconisé.

Le Chef de l'Etat a, ainsi, expliqué que dans un monde globalisé et interdépendant, "la responsabilité est l'affaire de tous et ne peut s'accommoder de décisions unilatérales dont les conséquences peuvent condamner à terme de centaines de millions d'êtres humains aux affres de la faim et de la malnutrition."

En outre, a-t-il considéré, "si nous devons aujourd'hui réaffirmer notre foi dans le progrès scientifique, nous pouvons également admettre par précaution, que la question de sa maîtrise et de ses finalités reste posée en des termes sans cesse renouvelés. Ceci est particulièrement vrai pour les sciences du vivant qui concernent à la fois la survie des hommes et l'intégrité de leur environnement." "Pour répondre aux nombreux questionnements qui nous interpellent, il est important de clarifier certaines notions telles la bioénergie et l'énergie renouvelable qui recouvrent des catégories aussi distinctes que les biogaz, les énergies éolienne et solaire ou les agrocarburants", a-t-il fait valoir.

Cet effort de différenciation "nous permettra de définir nos priorités, d'affiner nos choix et d'arrêter des stratégies communes pour l'avenir", a ajouté le président. Abordant les bouleversements en cours qui ont montré "l'extrême fragilité et la permissivité des zones de grande précarité qui s'avèrent insuffisamment préparées pour affronter les rigueurs et les dysfonctionnements du marché mondial", le Président a appelé à "concevoir, pour des raisons à la fois éthiques, économiques et de sécurité, la possibilité de leur déconnexion transitoire de ce même marché mondial, seule alternative pour le développement des cultures vivrières.

S'agissant de la vulnérabilité face aux changements climatiques, le Président a souligné que "les résultats obtenus restent en-deçà des défis auxquels de nombreuses régions du monde sont confrontées.

La généralisation des études d'impacts à l'ensemble de ces régions nous semble devoir constituer une des principales priorités de la conférence des parties à la convention climat".

Dans son allocution, le chef de l'Etat a fait part de sa crainte "de voir s'installer de manière durable la défiance des peuples à l'endroit des mécanismes régissant le commerce mondial et de l'idée même que l'ouverture des marchés puisse être un facteur de croissance, de prospérité et de bien-être partagé". La communauté internationale, a-t-il affirmé, "ne peut continuer à produire des discours

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

contradictoires au risque de devenir totalement inaudible et d'écorner sérieusement sa crédibilité".



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

**Crise alimentaire mondiale
Le Sommet de la dernière chance**

L'Expression : 05/06/2008.

«Le monde ne peut pas échouer face à la crise alimentaire mondiale», a déclaré hier, à Rome, le secrétaire général de l'ONU.

Le Sommet organisé par la FAO Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, s'achève aujourd'hui sur un appel fébrile de Ban Ki-moon. «Le monde ne peut pas échouer face à la crise alimentaire mondiale», a lancé à l'assistance le secrétaire général de l'ONU avant de quitter la capitale italienne. Intervenant au nom du Président Bouteflika, le ministre de l'Agriculture, Saïd Barkat, a lu le message du chef de l'Etat à la réunion de Rome, dans lequel il réitère le fait que «la crise actuelle a révélé et mis en exergue les limites opératoires du concept de sécurité alimentaire, du moins tel qu'il a été appréhendé et défini lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996» M.Bouteflika a, par ailleurs, estimé que «ce concept (de sécurité alimentaire) doit être réapprécié, de manière consensuelle, à la lumière des bouleversements qui semblent se dessiner et, éventuellement, à l'occasion d'un prochain Sommet mondial de l'alimentation».

Le Président Bouteflika a encore estimé que cette conférence, qui permet de débattre du problème fondamental de la sécurité alimentaire mondiale, «coïncide avec un contexte de crise qui met en péril les grands équilibres écologiques, économiques et socio-politiques de notre planète et de nos sociétés».

Dans sa déclaration au Forum de Rome, le secrétaire général des Nations unies a semblé très critique envers le laissez aller actuel, affirmant, notamment que «le monde ne peut pas échouer devant la crise alimentaire mondiale» Dramatise-t-il la situation pour obtenir le plus de solidarité et d'adhésion possibles pour tenter de sauver de la famine près d'un milliard d'êtres humains à travers la planète (les chiffres avancés parlent de pas moins de 862 millions)?

L'heure n'a sans aucun doute jamais été aussi grave. «La flambée des prix des denrées alimentaires risque non seulement d'aggraver la situation de 862 millions d'affamés dans le monde, mais aussi de plonger dans la pauvreté extrême et la faim des millions d'autres personnes», a tenu à faire savoir l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO. La catastrophe guette. Que faire dans pareil cas?

17 millions de dollars ont été débloqués par l'Organisation onusienne (la FAO). Une initiative d'urgence. Il faut agir vite. Il n'y a pas de temps à perdre. La vie de centaines de millions d'êtres humains est en jeu.



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

Il faut contrer le plus rapidement possible la flambée des denrées alimentaires de base. Stopper l'hémorragie.

Un communiqué publié en marge de ce Sommet de Rome a fait état de cette décision. Sera-t-elle suffisante? Il faut agir vite, aller à l'essentiel même avec le peu de moyens dont on dispose. «On ne peut pas se permettre d'échouer. C'est une lutte qu'on ne peut pas se permettre de perdre, la faim crée l'instabilité et nous devons réagir maintenant et tous ensemble.» C'est un des nombreux appels pathétiques qu'a lancés Ban Ki-moon lors d'une conférence de presse qu'il a conjointement animée avec Robert Zoellick, le président de la Banque mondiale. Pour être jugulée, la crise alimentaire mondiale nécessite un effort financier de 15 à 20 milliards de dollars par an.

Une action immédiate. «Le plan d'action doit être mis en place de façon urgente, des millions de personnes attendent. On aura besoin de 15 à 20 milliards de dollars par an», a tenu à souligner le secrétaire général des Nations unies.

Les 17 millions de dollars débloqués en urgence par la FAO semblent représenter une somme dérisoire. L'Organisation le reconnaît: «Les pays les plus touchés, plus particulièrement en Afrique, auront besoin de beaucoup plus.» Elle estime à 1,7 milliard de dollars les besoins de la relance des systèmes agricoles négligés durant des décennies. Le plan d'action de la Banque mondiale prévoit, quant à lui, de se concentrer sur les vingt pays les plus vulnérables de la planète.

En plus de la levée des barrières commerciales, il a prévu de fournir semences et fertilisants aux pays en développement. «Sans une action rapide, cette crise va détruire le potentiel de toute une génération. Ce n'est pas une catastrophe naturelle. Elle est créée par l'homme et doit être réglée par l'homme», a estimé M.Zoellick, président de la BM. L'homme a-t-il déjà sérieusement hypothéqué sa présence sur terre?



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

**Clôture du Sommet alimentaire de la FAO
Déjà un échec ?**

Horizons : 07/06/2008.

Les 193 pays participant au sommet alimentaire de la FAO ont clôturé, jeudi, trois jours de débats en adoptant à l'arraché une déclaration finale. Ils se sont engagés à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici 2015. Le même engagement que celui adopté en 1996 mais qui n'a pas été respecté. A Rome, l'appel du directeur général de la FAO, Jacques Diouf, n'a pas été entendu. Sur les 30 milliards de dollars chaque année pour combattre la faim et la pauvreté dans le monde qu'il avait demandés, les organisateurs du sommet de Rome ont recueilli 6,5 milliards de dollars de promesses de dons.

Une collecte qui représente moins de la moitié de la somme nécessaire uniquement pour cette année, selon l'organisation humanitaire britannique Oxfam. Le plus décevant dans la déclaration : aucun engagement concernant les agro (bio) carburants. Contraints par des considérations géopolitiques et de multiples dissensions, les participants ont simplement appelé à des études approfondies sur les bioénergies, afin qu'elles soient conformes aux principes régissant le développement durable sans évoquer la création d'instance de contrôle ou d'évaluation. Ils ont laissé la question au G8 qui se réunira cet été et à l'Assemblée générale des Nations unies, en novembre prochain. Pour M. Ziegler, l'ancien rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation, «c'est la victoire des grandes entreprises qui contrôlent environ 80% du commerce agricole dans le monde», tout en prenant le soin de critiquer le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon en le qualifiant de «exposé à l'influence américaine».

A l'en croire, c'est pour cette raison qu'il «n'a formulé aucune recommandation qui risquerait de déranger les grandes entreprises d'une manière ou d'une autre». La crise alimentaire sera donc gérée et non pas réglée. Appréciation partagée par l'Italie qui assurera la présidence du G8 en 2009. «Les résultats de cette conférence sont un peu décevants, le seul résultat positif c'est ce que ce sommet ait pu être organisé et qu'il ait permis d'attirer l'attention de la communauté internationale sur le fait que la famine, l'insécurité alimentaire sont devenues des crises mondiales», affirme le ministre italien des Affaires étrangères, Franco Frattini, regrettant l'absence de «feuille de route» pour venir au bout de la crise et de décisions fortes sur «le grand



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

problème de la stabilité des prix agricoles». Une conférence de suivi aura lieu en automne prochain en Espagne. Cette rencontre, qui «sera chargée d'établir une feuille de route à même d'assurer le suivi des engagements et recommandations du sommet de Rome», selon la Secrétaire d'Etat espagnole chargée de la coopération, Mme Leire Pajon, réussira-t-elle à mettre le monde sur le cap pour mettre fin à la faim ?



Centre d'information des Nations Unies
Alger

Inhumain !

EI watan : 07/06/2008.

Faut-il accabler la FAO, l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture, comme l'a fait un chef d'Etat africain qui a tout simplement demandé sa dissolution ? A priori, oui, puisqu'elle fait ce qu'elle peut, c'est-à-dire produire des discours, et prendre des engagements qu'elle ne pourra pas tenir. Cela est un fait indéniable, et le sommet sur la crise alimentaire qui vient de se tenir à son initiative à Rome en est la preuve, avec un engagement des pays membres à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici 2015. Avec ses objectifs du millénaire, l'ONU avait fait mieux en appelant à réduire la pauvreté dans les mêmes proportions. Mais voilà qu'à mi-parcours, on est loin et même très loin du compte, puisque, et en dépit de tels engagements, environ 850 millions de personnes souffrent de malnutrition, un chiffre qui a malheureusement tendance à croître, puis que la crise actuelle met en danger 100 millions de personnes supplémentaires. Voilà pourquoi le directeur général de la FAO ne semble pas croire à ces promesses en déclarant qu'« avec les tendances observées (actuellement), cet objectif serait atteint en 2150, au lieu de 2015 ». Jacques Diouf a ainsi mis les pieds dans le plat, voulant plus, et surtout du concret, surtout qu'il est absurde de nourrir de promesses ceux qui crient leur faim. Ceux-là refusent d'être les otages de débats qui risquent d'être interminables, comme au sujet des biocarburants au sujet desquels aucun engagement n'a été pris, encore moins sur les subventions que les pays riches accordent à leurs agriculteurs. Alors qu'il y a urgence et que le monde est menacé de la pire catastrophe humanitaire, les participants se contentent d'appeler à des « études approfondies » sur les bioénergies afin qu'elles soient conformes aux principes régissant le « développement durable », tandis que la question des politiques économiques et commerciales, accusées d'aggraver la crise (subventions, restrictions de marché), est évoquée avec prudence par le texte. Et pourtant, cette course au profit à tout prix a mis en faillite des Etats entiers qui ont fondé leur développement sur celui de l'agriculture, comme ceux du Sahel en Afrique, concurrencés, sinon battus, par des produits subventionnés. Sur un autre chapitre, l'ONU avait appelé à un moratoire sur les biocarburants, espérant qu'une telle mesure restituerait à l'alimentation les territoires qui allaient être consacrés à ce nouveau type de carburant, et corollairement, rendre plus disponibles et plus accessibles les produits issus de l'agriculture. Ce monde s'est montré insensible à ces appels, se lançant dans une implacable politique du chacun pour soi, même si cela doit coûter à la planète des millions de morts. Ce que ne peuvent absolument pas remplacer les six milliards de promesse d'aide. Et quand il n'y en aura plus à supposer qu'ils soient réellement versés ? Le monde a besoin de règles claires, et plus justes, sinon son propre avenir sera frappé d'incertitude.



Centre d'information des Nations Unies
Alger

L'Afrique face à son destin

L'Expression : 07/06/2008.

Le chef de l'Etat, M. Abdelaziz Bouteflika, a réitéré la nécessité d'une «révolution verte» en Afrique. Une option qui devrait assurer la sécurité alimentaire du continent. Le président de la République a-t-il anticipé les laborieuses négociations du Sommet de la FAO qui s'est tenu à Rome et qui a pris fin le 5 juin? En effet, la montagne, sauf retournement de situation, semble avoir accouché d'une souris. On est bien loin des 15 milliards de dollars nécessaires pour fournir l'aide urgente aux 300 millions de personnes menacées par la famine. Le Sommet de Rome n'a permis de recueillir que 6,5 milliards de dollars de promesses de dons. L'objectif fixé par le document final du sommet qui a pour but de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici à 2015, semble très mal engagé. Jacques Diouf, le directeur général de la FAO, y est préparé, presque résigné même.

Il le dit avec une pointe de désespoir avec les tendances observées (actuellement), cet objectif serait atteint en 2050 seulement au lieu de 2015. Après un pareil constat, quel sera le sort des 850 millions de personnes qui souffrent de malnutrition? Sans oublier aussi que la crise alimentaire actuelle menace au moins 100 autres millions d'êtres humains. Le continent africain y est terriblement exposé. Le chef de l'Etat algérien l'a souligné. «La hausse brutale des prix des denrées alimentaires enregistrée au niveau mondial atteint durement l'Afrique», a déclaré le Président Bouteflika. Il ne s'arrête pas devant cette dramatique réalité. Quelle serait donc la voie salutaire pour échapper à ce triste sort?

«L'idée d'une révolution verte en Afrique, devenue plus que jamais d'actualité, est reconnue de plus en plus comme une voie salutaire pour la sécurité alimentaire de l'Afrique et aussi pour les équilibres alimentaires mondiaux», a préconisé Abdelaziz Bouteflika dans un message lu en son nom par le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme. M. Chérif Rahmani est intervenu en qualité de représentant du président de la République à l'occasion du 8e Sommet Léon Sullivan sur le tourisme et les infrastructures de développement, qui s'est ouvert à Arusha en Tanzanie, mercredi 4 juin. L'Afrique ne serait donc pas condamnée? Les opportunités seraient même nombreuses selon M. Bouteflika et l'intérêt que portent les investisseurs étrangers au continent africain peuvent le sortir de ses difficultés économiques et sociales actuelles. L'Afrique, «que l'on commence à identifier à juste titre comme le continent des futures opportunités, attend de l'investissement étranger une amélioration de sa compétitivité économique et une plus grande valorisation de ses produits à l'exportation, qu'ils soient agricoles ou d'origine industrielle», a signalé le chef de l'Etat algérien. L'Afrique a-t-elle pressenti

Centre d'Information des Nations Unies

Tel /Fax :021 89 15 25

Tour ABC Hilton - Pins Maritimes -Mohammadia

E-mail : unic.dz@undp.org – Site Web: <http://www.unic.org.dz>



**Centre d'information des Nations Unies
Alger**

que son destin se jouait ailleurs qu'à Rome?

Le présent Sommet (celui d'Arusha en Tanzanie) «se tient au moment où l'Afrique est décidée à mobiliser tous les moyens de son propre développement et réunir les conditions pour y parvenir, tant au plan interne qu'au niveau des partenaires externes qu'elle s'emploie à promouvoir», a ajouté Abdelaziz Bouteflika.



Centre d'information des Nations Unies
Alger

Quand la faim alimente la crise sociale

El moudjahid : 09/06/2008.

La tenue du sommet mondial consacré aux problèmes alimentaires à Rome sous l'égide de la FAO est certainement l'événement politique majeur de l'année. Il survient à la suite de l'apparition de la famine dans une quarantaine de pays. Ce problème n'a pas surgi du néant car il a été précédé par une hausse des prix des produits alimentaires inimaginable, il y a quelques mois de cela seulement. Une hausse des prix dont les causes sont multiples mais il faut souligner que ce sont les pays développés, car ce sont les principaux producteurs, qui en détiennent tous les ressorts. Ils ont la part belle dans tous les mécanismes qui régulent l'agriculture mondiale. Leur responsabilité n'est plus à démontrer. Ils ont fait en sorte que les pays de l'hémisphère sud, abandonnent progressivement leur agriculture vivrière sur l'autel de l'OMC et des présomptions de cultures libérales du FMI. Aujourd'hui, les pays pauvres paient la facture de tels errements.

Par conséquent, le sommet de Rome ne peut aboutir que sur des résultats mitigés. Il ne peut en être autrement, et il faut vraiment faire preuve de naïveté que de croire que les pays développés vont changer de politique. Alors, que reste-t-il à faire ? Dans son message, le Président de la République a visiblement désigné des pistes. En fait, il faut revoir les mécanismes de régulation de l'économie mondiale. L'OMC doit pendre en considération les préoccupations majeures, voire vitales, des pays en voie de développement. Tout le monde sait que le bras de fer entre eux et les pays développés n'est pas en leur faveur. Paradoxalement, beaucoup de pays qui affrontent les problèmes liés à l'alimentation ont des potentialités agricoles indéniables qui ne demandent qu'à être valorisées. Il est donc temps d'inverser la tendance et de reformuler les pratiques des institutions internationales dans le domaine agricole. L'agriculteur des pays en voie de développement doit pouvoir bénéficier de toutes les aides, d'une part et être à l'abri des tendances spéculatives, d'autre part.

L'Algérie doit retenir la leçon de cette conjoncture alimentaire mondiale particulièrement affligeante. Elle dispose, elle aussi, d'un potentiel appréciable qui ne demande qu'à être valorisé. En tout, la crise alimentaire mondiale l'interpelle car elle est un grand pays importateur mondial. Cette situation de vulnérabilité et de fragilité doit la pousser à faire un réexamen radical de sa politique agricole. Il est urgent d'affiner, d'approfondir et d'enrichir la stratégie agricole afin qu'elle intègre de nouvelles données. Le concept de sécurité alimentaire ne doit plus être un vœu mais l'axe central de cette stratégie. En réalité, il faut hisser au rang de priorité stratégique le secteur agricole.



Centre d'information des Nations Unies
Alger

Marchandage

La Tribune : 09/06/2008.

La réunion au sommet de la FAO, tenue à Rome, ne s'est pas terminée à la satisfaction de tous les participants. Elle a discuté de la crise alimentaire, une thématique qui fait débat actuellement. Et à l'échelle planétaire. Mais elle n'a pas tout débattu. Elle est restée sur des généralités. Le déséquilibre de pouvoir entre les grandes entreprises de l'agroalimentaire et les paysans, une tare de la libéralisation outrancière des échanges, la rencontre dont il s'agit ne s'y est pas attaqué. C'est un point de perdu pour les altermondialistes. C'est aussi un combat de raté pour les agriculteurs. Ces derniers vont continuer ainsi à faire face à un petit nombre de grandes entreprises pour l'achat de semences, d'engrais et de pesticides, entre autres. Ces sociétés dont les produits sont protégés par des brevets sont en mesure de fixer les prix, de les faire évoluer dans les proportions qu'elles veulent. Et ce n'est pas tout, lorsque ces paysans vendent leur récolte, ils se retrouvent à nouveau face à de grandes entreprises qui achètent les récoltes à des prix qu'elles peuvent également dicter. Et la loi du marché dans tout cela ? Le fait est que les prix ne sont pas la résultante de l'offre et de la demande, ils découlent d'un marchandage très inégal. C'est à prendre ou à laisser. Le rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, présent à Rome, s'en désole et estime qu'il existait des instruments pour lutter contre la spéculation sur les marchés à terme. Des stocks pourraient être constitués pour permettre d'alimenter les marchés en cas d'envolée des prix, a-t-il suggéré, à la faveur de la réunion sus-évoquée. De Schutter met en fait le doigt sur l'essentiel, la spéculation. Encore faut-il que tout le monde le suive pour expurger le marchandage des marchés. Peu probable. Entre le «mieux vaut pas d'accord qu'un mauvais accord» et l'échec, les 183 pays participant à ce sommet alimentaire de la FAO, ont fini par trouver une convergence de vues. Ils ont adopté à l'arraché une déclaration finale. Ils se sont engagés, sur papier, à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici à 2015 malgré une crise alimentaire mondiale. C'est une conclusion à la limite de l'acceptable. Elle a été chahutée, ou presque, par nombre de pays déçus par les débats ayant ponctué la réunion. D'évidence, cette déclaration ne modifiera en rien la palette de facteurs à l'origine de la flambée des prix des produits alimentaires, à commencer par la fabrication de l'éthanol à base de canne à sucre. Le procédé est rodé. Le Brésil ainsi que d'autres pays s'en servent pour faire rouler leurs voitures «flexfuel». Ils n'en font pas mystère. Ces pays estiment que c'est une alternative, un substitut au pétrole cher. Réussiront-ils à le faire pérenniser ? Dans un environnement mondial devenu très inflationniste, ils risqueront cependant de décrocher.